

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS

Les Comptes Nationaux de 2014

- *Environnement économique international* 1
- *Situation économique nationale en 2014* 2
 - *Offre boostée par le secteur tertiaire* 2
 - *Consolidation de la demande* 3
 - *Repli des exportations en volume* 4
- *Perspectives pour 2015* 4
- *Annexes* 5

Juillet 2015

En 2014, l'économie nationale gagne 0,3 point de croissance de plus par rapport à 2013 : le taux de croissance s'établit à 5,9% après 5,6% en 2013. Ce raffermissement permet de se rapprocher des objectifs d'une croissance de 6,1% en moyenne sur la période 2013-2015, consignés dans le Document de Stratégie pour la croissance et l'Emploi (DSCÉ).

Cette croissance est principalement tirée par la demande intérieure, résultant de la consolidation des dépenses de consommation finale en hausse de 5,7% et de l'accélération des investissements dont 13,6% pour le secteur privé et 7,5% pour le secteur public. Du côté de l'offre, le secteur tertiaire enregistre une croissance de 5,3% en 2014 contre 6,3% un an plus tôt. La croissance du secteur secondaire s'accélère à 6,8% en 2014 contre 5,7% en 2013. Le secteur primaire poursuit sa consolidation en affichant une hausse de 4,7%, soit un point de plus par rapport à 2013.

■ ■ Environnement économique

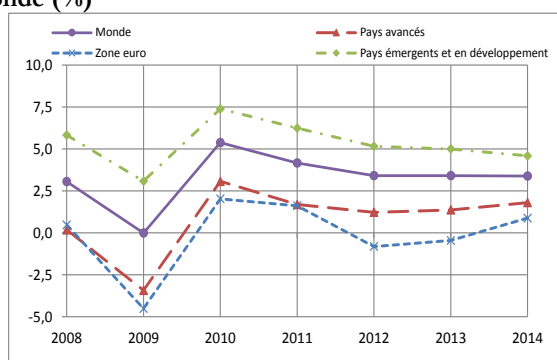
international

...la croissance mondiale reste modérée

L'économie mondiale a connu une croissance modérée de 3,4% en 2014, soit le même rythme de croissance observé en 2013 et en 2012. Cette atonie globale masque des évolutions hétérogènes entre les régions du monde.

Dans leur ensemble, les économies avancées ont connu une accélération de leur croissance (+1,8% après +1,4%) en relation notamment avec une bonne tenue de l'économie américaine en 2014 (+2,4% après +2,2%), ainsi qu'à un retour à une croissance positive en Zone Euro (+0,9 après -0,5%). Le Japon a, par contre, connu une décélération de sa croissance en 2014 (-0,1% après +1,6%).

Graphique 1 : Taux de croissance dans les régions du monde (%)



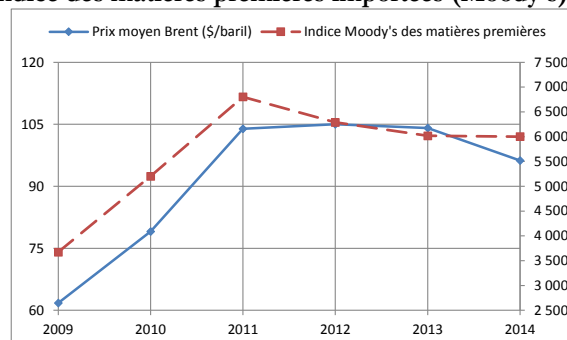
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2015

Les économies émergentes et en développement ont en revanche enregistré un nouveau ralentissement de leur croissance en 2014 (+4,6% après +5,0%). Cette situation est surtout expliquée par les contre-performances des économies russe (+0,6% après +1,3%), brésilienne (+0,1% après +2,7%) et dans une moindre mesure chinoise (+7,4% après +7,8%).

En zone CEMAC, la croissance s'est établie à +4,4% en 2014 soit 1,3 point de plus qu'en 2013, mais un peu moins que la croissance moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (+5,0% après +5,2%). Cette reprise est principalement le fait du redressement de la production de pétrole au Tchad et au Cameroun ainsi que d'une plus grande vitalité dans le secteur non pétrolier.

Les prix des principales matières premières ont diminué en 2014. En particulier, le cours du pétrole brut Brent a chuté de 44,1% entre juin 2014 (104,1\$/baril) et décembre 2014 (60,5\$/baril). En moyenne annuelle, cette baisse est de 7,5%.

Graphique 2 : Evolution du prix du pétrole brut et de l'indice des matières premières importées (Moody's)



Source : CNUCED (cours pétrole) & INSEE (Indice Moody's)

Les prix des autres matières premières (produits agricoles et métaux) ont enregistré en moyenne des baisses moins importantes. C'est ce qui ressort de l'indice Moody's des matières premières qui a connu une faible baisse de 0,3%.

Les prix des autres principales matières premières exportées par le Cameroun ont connu des fortunes diverses. Ainsi, le cacao (+25,6%), la banane (+0,6%), le café robusta (+7,0%) et le café arabica (+43,8%) ont connu des hausses de prix, tandis que le caoutchouc (-30,0%) et le coton (-7,0%) ont connu des baisses.

■ ■ Situation économique nationale en 2014

...Raffermissement de la croissance en 2014

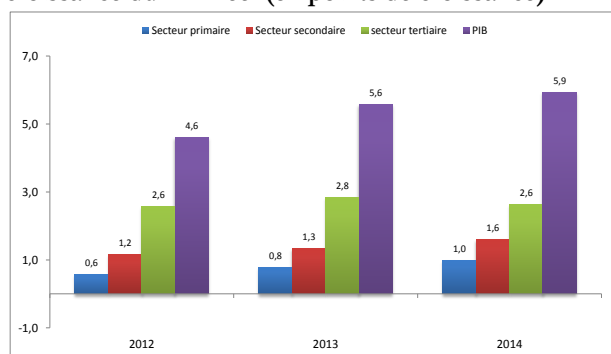
Avec un taux de croissance 5,9% en 2014 contre 5,6% en 2013, la croissance économique nationale progresse de 0,3 point. Ce raffermissement permet de se rapprocher des objectifs d'une croissance de 6,1% en moyenne sur la période 2013-2015, consignés dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Toutefois, il convient de relever un léger relâchement du rythme de la tendance haussière observée depuis 2010.

La croissance hors pétrole reste vigoureuse. Elle se situe à 5,6% en 2014 contre 5,4% en 2013 et 4,6% en 2012.

• Offre boostée par le secteur tertiaire

L'évolution de l'activité économique est portée en 2014 par le secteur tertiaire qui présente une contribution de 2 points à la croissance nationale contre 1,6 points pour le secondaire et 1 point pour le primaire. Néanmoins, il faut souligner le dynamisme des secteurs primaire et secondaire dont les contributions à la croissance progressent sensiblement depuis 2012.

Graphique 3 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



...Consolidation de la croissance dans le secteur primaire

L'évolution des activités dans le secteur primaire est estimée à 4,7% en 2014 contre 3,7% en 2013. Cette progression engendre le gain d'un point de croissance et booste la contribution de ce secteur à la croissance nationale (1 point en 2014 contre 0,6 point en 2013). Cette performance du secteur primaire est particulièrement liée à la branche

« sylviculture et exploitation forestière » qui présente une croissance de 9,9% en 2014 alors qu'elle était de -1,8% en 2013. La bonne tenue de l'activité forestière est le résultat du renforcement de la gouvernance forestière et de l'accentuation de la lutte contre l'exploitation illégale du bois. Les branches « élevage et chasse » et « agriculture des produits vivriers » gagnent respectivement 0,9 point et 0,3 point de croissance par rapport à 2013.

En revanche, un relâchement de la tendance de l'activité est observé au sein de la branche « agriculture industrielle et d'exportation » qui perd 4 points de croissance en 2014 par rapport au niveau de 2013. Le ralentissement de l'activité dans cette branche est lié à la baisse de la production du coton graine et du cacao, suivie d'une stagnation de la production de la banane. En effet, le coton graine, le cacao et la banane réalisent en 2014 des évolutions estimées à -0,7%, -0,1% et 1,3% respectivement, contre 20,2%, 11,0% et 13,0% en 2013. La baisse de la production de coton est consécutive à la mauvaise conjoncture internationale. Celle-ci se matérialise par la baisse des cours du coton suite à une baisse de la demande internationale, notamment de la chine qui a réduit considérablement sa demande en raison des stocks importants. La banane, quant à elle, accuse des difficultés que l'on pourrait attribuer à la trésorerie des agents du secteur, eu égard à l'importance des crédits de TVA accumulés en 2013.

...la croissance du secteur secondaire s'accélère

En 2014, la croissance du secteur secondaire s'accélère avec un taux de croissance qui s'établit à 6,8% contre 5,7% en 2013. Ce secteur contribue à la croissance du PIB en 2014 de 1,6 point contre 1,3% en 2013.

L'évolution du secteur secondaire est portée par la branche « Industries Extractives » qui contribue de 2,2 points à la croissance du secteur et de 0,5 point à la croissance du PIB. Les autres industries manufacturières contribuent pour 1,6 point à la croissance du secteur, les BTP pour 1,4 point, l'agroalimentaire de 1,3 point et la branche « Electricité, Eau et Gaz » contribue de 0,3 point à croissance du secteur.

La croissance est plus forte dans la branche des « Industries Extractives ». Elle s'établit à 13,7%

contre 8,7% en 2013 et seulement 3,5% en 2012. La branche « Bâtiments et Travaux Publics » enregistre une croissance de 10,8% contre 12,9% en 2013. La branche « électricité, gaz et eau » marque également une avancée considérable avec un taux de croissance de 10,6% contre 8,7% l'année précédente.

... Le secteur tertiaire continue de porter la croissance en 2014

Malgré le ralentissement de son rythme de croissance, le secteur tertiaire reste le principal moteur de la croissance nationale. Sa contribution à la croissance du PIB est de 2,0 points et, il enregistre une croissance de 5,3% en 2014 contre 6,3% en 2013.

Cette situation est attribuable au dynamisme observé dans les branches de « Commerce, restauration et hôtels » et de « transport, entrepôt et communication » qui contribuent respectivement à hauteur de 2,6 et 1,8 point à la croissance du secteur.

De manière générale, toutes les branches de ce secteur ont connu des hausses à des rythmes variés. C'est le cas de la branche « banques et organismes financiers » (+13,7%), qui bénéficie de la hausse des crédits à l'économie et des opérations de change ; de la branche « commerce, restaurants et hôtels » (+5,2%) ainsi que la branche « transports, entrepôts et communication » (+6,5%), où l'activité de télécommunication poursuit son embellie, grâce à l'entrée d'un nouvel opérateur sur le marché de la téléphonie mobile, la multiplication des campagnes promotionnelles et à l'expansion des services à forte valeur ajoutée.

Les services non marchands des administrations publiques connaissent une amélioration avec une croissance de 6,7% en 2014 contre 5,0% en 2013.

... des importations toujours en hausse

La croissance des importations en volume reste toujours forte en 2014 (+14,4% après 18,3% en 2013).

Cette forte augmentation est principalement imputable aux importations de pétrole brut (+47,6%), de carburants (+34,9%), de matériels de transport (+36,7%), de machines et appareils électriques (+15,0%), d'équipements et appareils

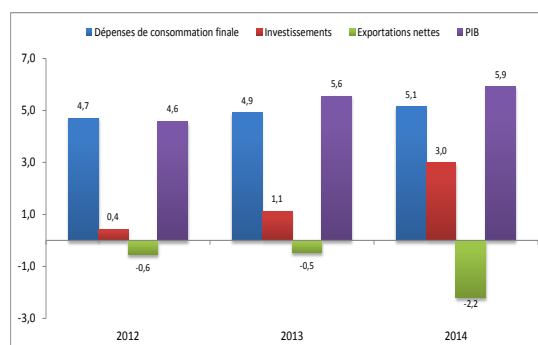
audio-visuels (+40,7%), ainsi que des services de transport (+9,0%) et de télécommunications (+22,2%).

Le déflateur des importations est de +2,2% en 2014 après la légère baisse de 0,7% observée en 2013, indiquant un coût plus onéreux des importations.

• Consolidation de la demande

La consommation finale continue de tirer la croissance du côté de la demande. Elle croît en effet de +5,9% après +5,6% en 2013 et contribue de 5,1 points à la croissance du PIB en 2014.

Graphique 4 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



... progression de la consommation finale privée

Les dépenses de consommation finale privée ont augmenté en volume de 5,7% en 2014 après 5,5% en 2013. Elles contribuent de 4,3 points à la croissance du PIB, en légère amélioration de 0,1 point par rapport à 2013.

Cette évolution favorable de la consommation finale privée est expliquée par la demande accrue en produits alimentaires de base et boissons, en services de télécommunication, de transport et de restauration, en équipements (véhicule et appareils électriques) ainsi que d'éducation et de santé.

... hausse de la consommation finale publique

Les dépenses de consommation finale publique augmentent également en 2014 (7,2% après 6,5%) et leur contribution à la croissance du PIB s'améliore légèrement (0,8% après 0,7%).

...accélération de l'investissement privé

Les dépenses d'investissement privé connaissent une accélération en 2014 (+13,6% après 5,6%). Sa contribution à la croissance du PIB s'améliore nettement par rapport à l'année précédente (+2,7 points après +1,1 point). Cette accélération s'explique principalement par le dynamisme dans le secteur des BTP et l'augmentation des acquisitions d'équipements et de matériels de transport.

... rebond de l'investissement public

L'investissement public rebondit en 2014 (+7,5%) après le ralentissement observé en 2013 (+2,5%). Ce rebond s'explique par les mesures prises par le Gouvernement, notamment les réformes entreprises dans le secteur des marchés publics qui se traduisent par l'amélioration de la consommation du budget d'investissement public. Sa contribution à la croissance du PIB se situe à +0,2 point en 2014 après +0,1 point en 2013.

• Repli des exportations en volume

...des exportations fortes mais en régression

Les exportations de biens et services ont augmenté de 10,0% en 2014, mais à une vitesse faible par rapport aux +26,1% enregistrés un an plus tôt.

Cette croissance des exportations s'explique principalement par les augmentations des exportations de pétrole brut (+26,1%) et des produits de la sylviculture et de l'exploitation forestière (+22,1%).

Les exportations des principales cultures de rente ont connu une croissance modérée (+3,7%). Cette atonie s'explique surtout par la mauvaise tenue des exportations de cacao, de coton et de banane. Les autres cultures ont connu des évolutions plus favorables : café robusta, café arabica et caoutchouc.

Bien que positive en 2014, l'évolution des prix des biens exportés n'a pas été très favorable (+1,6% après -9,3%), en lien avec la conjoncture économique internationale.

Le FCFA s'est légèrement déprécié (+0,1%) vis-à-vis du dollar. Le dollar est en effet passé de

494,0 FCFA en 2013 à 494,4 FCFA en 2014 en moyenne annuelle.

Perspectives pour 2015

D'après les prévisions du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,5% en 2015 contre 3,4% en 2014.

En Afrique subsaharienne, la croissance reste vigoureuse, mais elle devrait tomber à 4,5% en 2015, à cause des vents contraires que représente la baisse des prix du pétrole brut et des autres produits de base.

La performance de l'économie nationale en 2015 dépendra des relations commerciales et financières avec les pays avancés. Elle sera également influencée par des facteurs positifs tels que le regain de la production pétrolière, l'entrée en production de deux nouvelles cimenteries, la poursuite des travaux de la phase 2 du port en eau profonde de Kribi, de construction des barrages de Mékin, Lom Pangar et de Memvelé² et du deuxième pont sur le Wouri.

Le principal facteur de risque sur la croissance en 2015 est la grave menace d'insécurité dans les régions septentrionales du pays avec des attentats suicides perpétrés par la secte terroriste Boko-Haram.

Au regard de toutes ces perspectives, le taux de croissance pourrait se situer entre 5,5% et 6,0%.

Tableau 1: PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
1. Production	17 828,4	19 417,5	20 599,9	22 046,2	23 647,3
2. Consommation intermédiaire	6 992,8	7 845,0	8 115,4	8 548,6	9 081,2
3. Valeur Ajoutée (1-2)	10 835,6	11 572,5	12 484,5	13 497,6	14 566,1
4. Impôts sur les produits	864,1	973,2	1 030,2	1 109,9	1 280,3
PIB (3+4)	11 699,7	12 545,7	13 514,7	14 607,5	15 846,4

Tableau 2: PIB constant (base 100=2000), optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
1. Production	15 114,6	15 766,7	16 462,6	17 234,6	18 277,7
2. Consommation intermédiaire	6 672,0	6 993,0	7 279,4	7 555,1	8 048,7
3. Valeur Ajoutée (1-2)	8 442,6	8 773,7	9 183,2	9 679,5	10 229,0
4. Impôts sur les produits	714,0	762,1	790,2	848,6	923,0
PIB	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 528,1	11 152,1

Tableau 3: PIB constant(base 100=2000), optique production (évolution des volumes en %)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
1. Production	3,7	4,3	4,4	4,7	6,1
2. Consommation intermédiaire	3,9	4,8	4,1	3,8	6,5
3. Valeur Ajoutée (1-2)	3,5	3,9	4,7	5,4	5,7
4. Impôts sur les produits	0,4	6,7	3,7	7,4	8,8
PIB	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9

Tableau 4 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	2 534,9	2 727,8	2 894,1	3 088,9	3 228,4
Agriculture des produits vivriers	1 643,5	1 817,9	1 953,7	2 102,0	2 202,6
Agriculture industrielle et d'exportation	187,5	177,6	165,1	178,7	205,0
Elevage, chasse	329,1	346,2	373,4	398,4	409,2
Sylviculture et exploitation forestière	235,7	244,9	253,3	254,9	250,4
Pêche	139,1	141,2	148,7	155,0	161,2
Secteur secondaire	3 241,7	3 422,8	3 775,1	4 031,8	4 379,7
Industries extractives	777,5	960,8	1 099,5	1 090,2	1 118,8
dont extraction d'hydrocarbures	757,1	940,6	1 074,5	1 060,4	1 085,6
Industries Agro-alimentaires	730,7	787,2	811,2	845,7	906,6
Autres Industries manufacturières	1 025,8	891,8	1 034,1	1 096,4	1 178,5
Electricité, gaz et eau	110,1	120,2	120,6	135,0	154,0
BTP	597,5	662,8	709,7	864,6	1 021,8
Secteur tertiaire	4 045,8	4 338,0	4 635,2	5 091,5	5 550,4
Commerce, restaurants et hôtels	2 107,2	2 254,8	2 438,7	2 690,6	2 896,1
Transports, entrepôts, communications	757,7	818,7	862,6	964,5	1 077,7
Banques et organismes financiers	101,0	123,4	130,9	151,6	176,3
Autres services marchands	1 143,8	1 209,4	1 277,1	1 366,2	1 490,9
SIFIM	-64,0	-68,2	-74,1	-81,4	-90,6
TOTAL VA MARCHANDE	9 822,3	10 488,6	11 304,4	12 212,2	13 158,4
BNM [1] des APU	878,6	943,6	1 033,0	1 131,0	1 237,3
BNM des ISBL	41,4	43,1	45,2	47,4	52,4
BNM des services domestiques	93,3	97,1	101,9	107,0	118,1
TOTAL VA NON MARCHANDE	1 013,3	1 083,8	1 180,2	1 285,4	1 407,7
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	10 835,6	11 572,5	12 484,5	13 497,6	14 566,1
Impôts et taxes nets des Subventions	864,1	973,2	1 030,2	1 109,9	1 280,3
PIB	11 699,7	12 545,7	13 514,7	14 607,5	15 846,4

Tableau 5 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	6,0	3,1	2,7	3,7	4,7
Agriculture des produits vivriers	3,7	3,8	3,8	3,9	4,2
Agriculture industrielle et d'exportation	7,8	-1,6	-3,7	6,9	2,9
Elevage, chasse	2,7	4,1	2,6	4,8	5,7
Sylviculture et exploitation forestière	32,8	2,1	-0,2	-1,8	9,9
Pêche	3,4	1,9	1,8	2,8	2,7
Secteur secondaire	0,5	1,6	4,9	5,7	6,8
Industries extractives	-11,9	-6,7	3,7	8,7	13,7
dont extraction d'hydrocarbures	-12,6	-7,3	3,5	8,5	13,9
Industries Agro-alimentaires	5,7	4,2	5,4	3,7	5,2
Autres Industries manufacturières	1,1	1,2	4,9	3,6	3,6
Electricité, gaz et eau	3,9	3,6	-0,1	8,7	10,6
BTP	9,1	9,6	6,7	12,9	10,8
Secteur tertiaire	4,0	5,8	5,4	6,3	5,3
Commerce, restaurants et hôtels	1,9	4,9	5,4	5,7	5,2
Transports, entrepôts, communications	5,3	8,2	8,1	7,9	6,5
Banques et organismes financiers	6,0	8,4	6,7	13,3	13,7
Autres services marchands	7,5	4,7	2,3	5,0	2,6
SIFIM	4,3	3,7	6,7	7,9	8,9
TOTAL VA MARCHANDE	3,5	3,9	4,5	5,5	5,6
BNM [1] des APU	3,7	4,6	6,1	5,0	6,7
BNM des ISBL	5,3	3,3	4,0	5,2	5,8
BNM des services domestiques	5,3	3,3	4,0	5,2	5,8
TOTAL VA NON MARCHANDE	3,9	4,4	5,8	5,0	6,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3,5	3,9	4,7	5,4	5,7
Impôts et taxes nets des Subventions	0,4	6,7	3,7	7,4	8,8
PIB	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9

Tableau 6: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	1,3	0,7	0,6	0,8	1,0
Agriculture des produits vivriers	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Agriculture industrielle et d'exportation	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,0
Elevage, chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
Pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	0,1	0,4	1,2	1,3	1,6
Industries extractives	-0,6	-0,3	0,1	0,3	0,5
dont extraction d'hydrocarbures	-0,6	-0,3	0,1	0,3	0,5
Industries Agro-alimentaires	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Autres Industries manufacturières	0,1	0,1	0,5	0,4	0,4
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
BTP	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3
Secteur tertiaire	1,5	2,1	2,0	2,4	2,0
Commerce, restaurants et hôtels	0,3	0,9	1,0	1,1	1,0
Transports, entrepôts, communications	0,5	0,8	0,8	0,8	0,7
Banques et organismes financiers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Autres services marchands	0,6	0,4	0,2	0,4	0,2
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
TOTAL VA MARCHANDE	2,9	3,2	3,7	4,5	4,6
BNM [1] des APU	0,3	0,4	0,5	0,4	0,6
BNM des ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BNM des services domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL VA NON MARCHANDE	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3,2	3,6	4,3	5,0	5,2
Impôts et taxes nets des Subventions	0,0	0,5	0,3	0,6	0,7
PIB	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9

Tableau 7: Le PIB courant et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. Dépense de Consommation Finale	10 134,7	10 976,4	11 951,7	12 963,8	14 052,5
dont privée	8 776,3	9 519,1	10 403,6	11 273,2	12 180,9
publique	1 358,4	1 457,2	1 548,2	1 690,6	1 871,6
2. FBCF	2 219,9	2 582,6	2 600,1	2 834,1	3 250,9
dont privée	1 957,6	2 284,7	2 283,6	2 498,0	2 883,9
publique	262,3	298,0	316,4	336,1	367,0
3. Variation des stocks	8,0	1,0	18,7	15,1	35,1
4. INVESTISSEMENT (2+3)	2 227,9	2 583,6	2 618,8	2 849,2	3 286,0
5. Exportations nettes	-662,9	-1 014,3	-1 055,8	-1 205,4	-1 492,1
6. Exportations	2 029,6	2 306,8	2 540,1	3 017,5	3 444,3
Exportations des biens	1 789,6	2 028,5	2 271,7	2 152,8	2 432,0
Exportations des services	240,0	278,3	268,4	864,7	1 012,3
7. Importations	2 692,5	3 321,1	3 595,9	4 222,9	4 936,3
Importations des biens	2 332,3	2 929,2	3 180,8	3 071,9	3 639,2
Importations des services	360,2	392,0	415,1	1 151,1	1 297,1
PIB (1+4+5)	11 699,7	12 545,7	13 514,7	14 607,5	15 846,4

Tableau 8: Le PIB et ses emplois (évolution des volumes en %)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. Dépense de Consommation Finale	5,0	5,3	5,4	5,6	5,9
dont privée	4,5	5,3	5,4	5,5	5,7
publique	8,4	5,5	5,5	6,5	7,2
2. FBCF	10,7	12,1	1,4	5,2	12,9
dont privée	11,6	12,3	0,8	5,6	13,6
publique	4,4	10,8	5,7	2,5	7,5
3. Variation des stocks	-84,1	-92,0	857,8	-18,3	154,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	5,6	11,3	1,9	5,1	13,5
5. Exportations nettes	42,1	41,0	5,9	5,0	23,4
6. Exportations	7,8	2,2	-1,3	26,0	10,0
Exportations des biens	8,7	1,2	-1,5	4,4	11,2
Exportations des services	1,5	10,0	0,5	173,4	7,0
7. Importations	15,7	13,2	1,2	18,3	14,4
Importations des biens	17,4	13,9	0,6	2,2	16,6
Importations des services	1,6	6,4	7,9	169,8	6,6
PIB (1+4+5)	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9

Tableau 9: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. Dépense de Consommation Finale	4,2	4,6	4,7	4,9	5,1
dont privée	3,4	4,0	4,1	4,2	4,3
publique	0,9	0,6	0,6	0,7	0,8
2. FBCF	2,1	2,6	0,3	1,1	2,9
dont privée	2,0	2,3	0,2	1,1	2,7
publique	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2
3. Variation des stocks	-1,0	-0,2	0,1	0,0	0,1
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1,2	2,4	0,4	1,1	3,0
5. Exportations nettes	-2,1	-2,9	-0,6	-0,5	-2,2
6. Exportations	1,3	0,4	-0,2	4,3	2,0
Exportations des biens	1,3	0,2	-0,2	0,6	1,6
Exportations des services	0,0	0,2	0,0	3,6	0,4
7. Importations	3,4	3,2	0,3	4,7	4,2
Importations des biens	3,4	3,1	0,1	0,5	3,8
Importations des services	0,0	0,2	0,2	4,2	0,4
PIB (1+4+5)	3,3	4,1	4,6	5,6	5,9

Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. Dépense de Consommation Finale	1,1	2,8	3,3	2,7	2,4
dont privée	1,1	3,0	3,7	2,7	2,2
publique	0,8	1,7	0,7	2,6	3,3
2. FBCF	2,0	3,8	-0,7	3,6	1,6
dont privée	2,0	3,9	-0,9	3,6	1,6
publique	2,0	2,5	0,5	3,6	1,6
3. Variation des stocks	-36,6	50,7	102,8	-1,5	-8,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	3,2	4,2	-0,5	3,6	1,6
5. Exportations nettes	-15,4	8,5	-1,7	8,7	0,3
6. Exportations	6,4	11,2	11,5	-5,7	3,7
Exportations des biens	7,2	12,0	13,7	-9,3	1,6
Exportations des services	0,6	5,4	-4,0	17,8	9,5
7. Importations	0,2	9,0	6,9	-0,7	2,2
Importations des biens	0,8	10,3	8,0	-5,5	1,6
Importations des services	1,2	2,2	-1,9	2,8	5,7
PIB (1+4+5)	2,6	3,0	3,0	2,4	2,4

Tableau 11 : Echanges extérieurs, principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)

Produits	2010	2011	2012	2013	2014
Total des exportations	2 029,6	2 306,8	2 540,1	3 017,5	3 444,3
Extraction Hydrocarbures	772,2	916,4	1 059,2	1 088,4	1 303,8
Industrie du Bois sauf fabrication de meubles	235,8	252,6	264,0	280,7	208,6
Raffinage de Pétrole	243,8	341,0	351,9	189,3	172,3
Agriculture Industrielle et d'exportation	173,2	155,0	148,1	170,5	209,5
Fabrication des Produits Métallurgiques	83,4	77,1	65,2	60,8	110,2
Total des importations	2 692,5	3 321,1	3 595,9	4 222,9	4 936,3
Fabrication des Machines et Appareils Electriques	359,2	445,2	453,3	359,2	398,5
Extraction Hydrocarbures	417,2	621,5	539,8	463,9	708,3
Travaux de Grains	258,0	310,4	399,2	362,0	285,9
Industries Chimique s	236,9	284,3	276,2	325,3	364,4
Fabrication des Produits Métallurgiques	205,2	266,2	265,2	214,9	234,5
Fabrication de Matériel de Transport	151,4	214,9	194,0	205,6	304,9
Solde commercial	-662,9	-1 014,3	-1 055,8	-1 205,4	-1 492,1

Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	2 020,9	2 084,2	2 139,5	2 217,7	2 321,0
Agriculture des produits vivriers	1 346,6	1 397,3	1 450,8	1 507,5	1 570,6
Agriculture industrielle et d'exportation	159,7	157,2	151,3	161,7	166,5
Elevage, chasse	224,0	233,3	239,4	250,8	265,0
Sylviculture et exploitation forestière	184,3	188,2	187,8	184,3	202,5
Pêche	106,3	108,3	110,2	113,3	116,3
Secteur secondaire	2 219,4	2 254,0	2 363,7	2 497,7	2 667,4
Industries extractives	382,7	357,1	370,3	402,6	457,7
dont extraction d'hydrocarbures	368,4	341,5	353,6	383,6	436,7
Industries Agro-alimentaires	547,8	570,6	601,1	623,1	655,7
Autres Industries manufacturières	977,8	989,5	1 037,9	1 074,9	1 114,0
Electricité, gaz et eau	69,5	72,0	71,9	78,2	86,5
BTP	241,7	264,8	282,5	319,0	353,6
Secteur tertiaire	3 339,6	3 534,9	3 727,3	3 963,9	4 174,7
Commerce, restaurants et hôtels	1 692,8	1 776,1	1 871,5	1 977,5	2 081,2
Transports, entrepôts, communications	852,4	922,2	997,0	1 075,5	1 145,9
Banques et organismes financiers	114,9	124,5	132,9	150,5	171,1
Autres services marchands	730,7	765,1	782,5	821,5	842,9
SIFIM	-51,1	-53,0	-56,6	-61,0	-66,4
TOTAL VA MARCHANDE	7 580,0	7 873,1	8 230,6	8 679,3	9 163,1
BNM [1] des APU	747,1	781,3	828,6	869,7	928,0
BNM des ISBL	38,7	40,0	41,5	43,7	46,2
BNM des services domestiques	76,8	79,3	82,5	86,7	91,8
TOTAL VA NON MARCHANDE	862,7	900,6	952,7	1 000,2	1 066,0
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	8 442,6	8 773,7	9 183,2	9 679,5	10 229,0
Impôts et taxes nets des Subventions	714,0	762,1	790,2	848,6	923,0
PIB	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 528,1	11 152,1

Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. Dépense de Consommation Finale	7 833,6	8 252,7	8 702,0	9 191,9	9 733,8
dont privée	6 833,3	7 197,7	7 589,3	8 007,3	8 464,2
publique	1 000,3	1 055,0	1 112,7	1 184,6	1 269,7
2. FBCF	1 944,3	2 180,1	2 210,4	2 325,0	2 625,0
dont privée	1 714,6	1 925,6	1 941,4	2 049,3	2 328,7
publique	229,7	254,5	269,0	275,7	296,3
3. Variation des stocks	16,0	1,3	12,2	10,0	25,4
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1 960,3	2 181,4	2 222,6	2 334,9	2 650,4
5. Exportations nettes	-637,2	-898,3	-951,3	-998,8	-1 232,2
6. Exportations	1 616,0	1 652,3	1 631,1	2 055,3	2 261,3
Exportations des biens	1 427,7	1 445,2	1 422,9	1 486,1	1 652,5
Exportations des services	188,3	207,1	208,2	569,2	608,8
7. Importations	2 253,2	2 550,5	2 582,3	3 054,1	3 493,5
Importations des biens	2 037,5	2 321,0	2 334,6	2 385,6	2 781,0
Importations des services	215,7	229,6	247,7	668,5	712,5
PIB (1+4+5)	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 528,1	11 152,1

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUIGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFO LéonelErith, Chef de Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux

Equipe de rédaction

1. DEFFO Achille Carlos, Chargé d'Etudes Assistant
2. NGOUANA Serges, Chargé d'Etudes Assistant
3. KAMSU KAGO Brice, Chargé d'Etudes Assistant
4. TCHOUALA TIOBOU Marcial, Chargé d'Etudes Assistant

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 222 22 04 45

Fax : (237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, Juillet 2015